



AVANT-PROPOS

Ce document est une «synthèse» d'un mémoire de Maîtrise de Sciences et Techniques - Environnement et Aménagement Régional (M.S.T.-E.N.V.A.R.) intitulé **DONNEES HISTORIQUES DE L'ENVIRONNEMENT ET PERSPECTIVES D'AVENIR** (espèces, espaces naturels, nuisances, patrimoine culturel) **BICENTENAIRE DE LA REVOLUTION.**

Ce mémoire résultait d'un stage de cinq mois réalisé en 1988 auprès d'un service du Secrétariat d'Etat chargé de l'Environnement : la Délégation Régionale à l'Architecture et à l'Environnement (D.R.A.E.) du Nord/Pas-de-Calais.

Le terme «synthèse» est à manier pourtant avec précaution. En effet, le rapport précédent dressait un bilan rapide de l'évolution depuis deux siècles de problèmes quotidiens ou majeurs d'environnement en évoquant régulièrement la période révolutionnaire mais sans lui être exclusivement consacré. Ainsi, certaines séries chronologiques traitant par exemple de l'histoire de l'écologie (1805-1988) ou des espaces naturels protégés (1832-1985) se situaient hors du cadre de l'époque révolutionnaire.

En revanche cette étude reprend les passages sur «la révolution et la nature» du travail antérieur et les approfondit sur bien des points.



SOMMAIRE

INTRODUCTION

I - LA CHASSE : HERITAGE MYTHIQUE DE LA REVOLUTION

A - Le droit de chasse avant la Révolution

- a) Les grandes ordonnances
- b) La chasse : un privilège de l'Aristocratie
- c) L'exception des chasses particulières

B - Le droit de chasse après la Révolution

- a) Les revendications du Tiers-Etat
- b) Le droit de chasse aux propriétaires : le transfert d'un privilège
- c) Une nouvelle police rurale

III - LA NAISSANCE D'UNE ADMINISTRATION FORESTIERE ET AGRICOLE «REVOLUTIONNAIRE»

A - Forêts et cahiers de doléances : les sources de conflit forestier

- a) Les critiques contre la législation et l'administration forestiere
- b) La question de l'emprise paysanne sur la forêt
- c) L'impact de l'activité des établissements industriels

B - La naissance de la «conservation générale» des forêts

- a) Les projets de réforme
- b) L'oeuvre de Pison du Galland
- c) L'application sous le Consulat et l'Empire

C - La réorganisation de l'agriculture et des sciences de la nature

- a) Les lois sur l'économie rurale et la gestion des milieux
- b) Les lois sur la police des eaux et de la pêche
- c) Une révolution dans la recherche en histoire naturelle : la création du Muséum



III - LA LEGISLATION ANTI-NUISANCE SOUS L'EMPIRE : UNE DEMARCHE NATIONALE ET UN PREMIER PAS VERS L'INSPECTION DES ETABLISSEMENTS CLASSES

A - Les règlements antérieurs à la Révolution et à l'Empire

- a) L'absence de mesures nationales
- b) L'action de Colbert

B - Le décret du 15 octobre 1810 relatif aux manufactures et ateliers insalubres ou dangereux

- a) Le rapport préalable de l'institut : première référence moderne en matière d'appréciation du risque technologique
- b) L'adoption du décret du 15 octobre 1810 : une introduction aux lois de la fin de 20e siècle

IV - LA PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL

A - Les premières tentatives de protection du patrimoine architectural et historique

- a) La première définition des monuments historiques
- b) Les premiers inventaires et mesures juridiques

B - Les arbres de la liberté : premiers monuments naturels ?

CONCLUSION

CHRONOLOGIE

BIBLIOGRAPHIE



INTRODUCTION

L'élaboration de ce document s'inscrit dans le cadre de la commémoration du bicentenaire de la Révolution Française. Cet évènement majeur pour notre histoire nationale eut des conséquences importantes dans de nombreux domaines en rapport avec la conservation de l'environnement : abolition du privilège que représentait la chasse, nouvelles lois sur la pêche et la gestion des cours d'eau, réforme en profondeur de l'administration des forêts, création du Muséum National d'Histoire Naturelle, protection des monuments historiques et plantation des arbres de la liberté, réglemens anti-nuisances...

Certes, la proclamation de la république n'est pas l'an I de la protection de la nature.

Néanmoins, la parution récente d'ouvrages et l'organisation de colloques relatifs à l'influence de la révolution sur la gestion forestière, cynégétique et agricole à la fin du XVIII^e siècle, insistant sur la brutale rupture survenue avec la vie traditionnelle du monde rural sous l'Ancien-Régime, met en valeur, une fois de plus, le caractère d'époque charnière de cette période de grande transformation, même pour certaines activités propres à la protection de la nature.

La brochure ainsi réalisée se veut un document court, relativement complet et accessible à tous.



CONCLUSION

Cette étude a atteint son terme.

En ce moment de célébration du bicentenaire, la déclaration des droits de l'homme de 1789 proclamant les principes de liberté, d'égalité de pair avec la conception du «maintien du bonheur pour tous» (Saint-Just énonçait l'idée que la révolution s'arrêterait à la perfection du bonheur) apparaît encore et toujours d'actualité.

En effet, à l'aube du marché unique européen, les problèmes posés notamment par l'aggravation des pollutions et leur internationalisation conduisent à rechercher des solutions dépassant le cadre hexagonal.

A la déclaration française des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 pourrait être ajouté le droit à un environnement de qualité pour lequel les efforts conjugués de toutes les nations sont plus que jamais nécessaires.

Ainsi peut-on rappeler que selon le premier article adopté lors de la déclaration des Nations Unies à Stockholm en 1972 : «l'homme a un droit fondamental à la liberté, à l'égalité et à des conditions de vie satisfaisantes dans un environnement dont la qualité lui permette de vivre dans la dignité et le bien-être».



CHRONOLOGIE**Histoire de «la protection de la nature et de l'environnement» sous la Révolution**

(Brève chronologie)

1789

Mars - Revendications paysannes et bourgeoises en faveur de l'abolition de la chasse en tant que privilège.

- Parutions d'ouvrages de forestiers (Téllès d'Acosta, Fourat) réclamant une réforme profonde de l'administration des forêts.

4 Août

Proposition par l'évêque de Chartres de l'abolition du privilège de la chasse et son adoption par l'Assemblée Nationale Constituante.

- Tentative de fixation du régime de propriété et de police du lit et des berges (décrets du 4 août et 22 décembre 1789).

- Abolition du droit de pêche en tant que privilège seigneurial (confirmée plus tard par les lois du 15 mars 1790 et du 13 avril 1791).

1790

Renforcement des mesures destinées à protéger les propriétés privées et la sécurité publique en matière de chasse.

- Création d'une commission chargée de recenser les biens des émigrés et à l'origine des premières mesures en faveur de la protection du patrimoine bâti.

- Adoption des premières lois concernant la propriété et la police du lit et des berges (12-20 août 1790).

1791

Septembre : - lutte contre les inondations (décret du 28 septembre 1791).

- Pison du Galland propose à l'Assemblée Constituante (4 septembre) de mettre en place une administration des forêts baptisée «Conservation Générale».

- Lacépède, héritier de Buffon, premier naturaliste en politique ? : il préside l'Assemblée Constituante.



1792-1793

- Bernadin de Saint-Pierre est nommé par Louis XVI intendant du jardin des plantes.
- Création du Muséum National d'Histoire Naturelle (10 juin).
- Daubenton succède à Bernadin de Saint-Pierre à la tête de la nouvelle institution.
- Adoption du calendrier révolutionnaire.

1796-1797

- La Convention destitue les anciens officiers des eaux et forêts, suspectés de «royalisme» (4 brumaire an IV)...
- Arrêté du 19 pluviôse an V encore en vigueur concernant la destruction des animaux nuisibles sous la responsabilité de lieutenants de louveterie.

1798-1801

- Campagne d'Egypte à laquelle participent de nombreux scientifiques et qui aboutira à la fondation d'un Institut d'Egyptologie (1798).
- Napoléon reprend dans les grandes lignes le 16 nivôse an IX (6 janvier 1801) le projet de Pison du Galland : la France est divisée en 28 conservations des eaux et forêts.

1802-1810

- Premiers pas vers une législation moderne en matière de prévention des pollutions (loi du 29 floréal an X et décret du 15 octobre 1810).
- Création du permis de port d'armes de chasse (1810), «ancêtre» de notre actuel permis de chasser.
- Loi du 21 avril 1810 «concernant les mines, les minières et les carrières».

